

# Avant-Propos

## Pour une approche pluridisciplinaire de l'objet patrimonial « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle »

**Quitterie Cazes**

**FRAMESPA**

**Université Toulouse – Jean-Jaurès**

**Membre du conseil scientifique national du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France »**

**Sébastien Rayssac**

**LISST-Dynamiques rurales**

**Université Toulouse – Jean-Jaurès**

**Membre du conseil scientifique national du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France »**

*À la mémoire de Simone Anglade,  
figure incontournable de la vie politique,  
sociale et associative en Aveyron,  
présidente de l'association Sur les pas de saint Jacques*

En 1998, les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'humanité. Les arguments permettant de distinguer un « bien » rassemblant 71 monuments et sept sections de « chemin » sont résumés dans le préambule :

Tout au long du Moyen Âge, Saint-Jacques-de-Compostelle fut la plus importante de toutes les destinations pour d'innombrables pèlerins venant de toute l'Europe. Pour atteindre l'Espagne, les pèlerins devaient traverser la France, et les monuments historiques notables qui constituent la présente inscription sur la Liste du patrimoine mondial étaient des jalons sur les quatre routes qu'ils empruntaient<sup>1</sup>.

Il s'agit donc de célébrer l'histoire d'un fait religieux médiéval à travers des monuments choisis pour leur exemplarité, qui demeurent des points de repère dans les

circulations contemporaines observées sur cet itinéraire culturel. Cette distinction de 1998 constituait l'apogée d'un mouvement de réactivation du pèlerinage tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement de sa seconde moitié.

Deux ans avant le 20<sup>e</sup> anniversaire de cette éminente reconnaissance, le préfet de la région Occitanie et coordonnateur national du bien UNESCO 868, Pascal Mailhos, avait réuni un comité scientifique composé d'anthropologues, d'ethnologues, de géographes, d'historiens, d'historiens de l'art, de sociologues, d'artistes, de représentants d'associations, de personnels de l'État et, bien sûr, de l'ACIR Compostelle, devenue Agence des chemins de Compostelle. Sa composition montre l'élargissement des centres d'intérêt depuis 1998. Cette réunion était destinée à rassembler les énergies, susciter des idées, analyser l'impact de ce classement, préparer l'avenir. En particulier, deux actions en ont résulté : la mise en chantier d'un magnifique ouvrage présentant chacune des composantes de ce bien, *Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France. Patrimoine de l'humanité*<sup>2</sup>, et l'organisation d'un colloque international et pluridisciplinaire porté par deux

unités mixtes de recherche de l'université Toulouse – Jean-Jaurès (FRAMESPA et LISST). Cet ouvrage témoigne de la diversité des contributions présentées durant ces trois journées en Occitanie.

Mais ce ne sont que deux événements parmi près de 250 qui ont marqué cet anniversaire<sup>3</sup> : plus d'une vingtaine d'expositions, des dizaines de conférences, des animations et ateliers divers, des visites de sites et de sentiers, une dizaine de colloques. Parmi ces derniers, les thèmes choisis ont porté sur les pèlerinages et sanctuaires selon des problématiques tournées vers l'histoire et l'histoire de l'art (Amiens, Arles, Cahors, Montpellier – Saint-Guilhem-le-Désert, Saint-Léonard-de-Noblat), vers des questions spécifiques telles que le pèlerinage et la médiation (Gavarnie), ou abordant des aspects liés à la reconnaissance par l'UNESCO (Condom, Oloron-Sainte-Marie), sans compter les journées d'étude orientées vers un édifice spécifique (comme à La Romieu ou Notre-Dame-du-Port, à Clermont-Ferrand).

Notre colloque, tenu à Toulouse et dans le Lot du 25 au 27 octobre 2018, a souhaité s'inscrire dans une forme de bilan qui mette en évidence ce que sont devenus les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle au XXI<sup>e</sup> siècle, à partir de leur reconnaissance par l'UNESCO. Les trois thèmes abordés, *patrimoine*, *territoires*, *historicité*, visaient à une sorte d'état des lieux qui permette de sortir des visions parallèles qu'ont habituellement les anthropologues, géographes, historiens, historiens de l'art ou sociologues, qui autorise l'intervention des femmes et des hommes politiques ayant en charge les territoires traversés, qui donne aussi la parole aux acteurs de terrain que sont notamment les associations, les gestionnaires de sites et les collectivités territoriales.

Le caractère pluridisciplinaire de ces rencontres était évident si l'on voulait comprendre le phénomène actuel dans toutes ses facettes. Ce qui l'était moins, pour les universitaires que nous sommes, était d'intégrer pleinement la parole politique, et de croiser celle de l'État, portée

par le préfet de région, Pascal Mailhos, et par l'ambassadeur de France auprès de l'UNESCO, Laurent Stefanini, avec celle des collectivités territoriales, la présidente de région, Carole Delga, et le maire de Toulouse et président de Toulouse Métropole, Jean-Luc Moudenc, et celle de l'Agence des chemins de Compostelle, portée par son président, John Palacin. La reconnaissance par l'UNESCO des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France en 1998 (bien 868), succédant à la déclaration des chemins comme « itinéraire culturel européen » en 1987 et à celle du *Camino Francés* – la partie espagnole du trajet –, a non seulement une dimension politique, relatée dans ces propos introductifs, mais elle traduit aussi la promotion d'un certain nombre de valeurs sociétales qui appartiennent à un temps précis et à un contexte national spécifique. Le présent ouvrage est le fruit de ces rencontres, multiples, foisonnantes et constructives. La parole de l'État, de la région, de Toulouse Métropole et de l'Agence des chemins de Compostelle est regroupée dans les **propos introductifs**.

Sept chapitres composent le cœur de l'ouvrage, chacun accueillant des contributions de différent niveau. Le chapitre s'ouvre généralement par un ou plusieurs témoignages d'acteurs contemporains qui sont en charge de la concrétisation des chemins de Saint-Jacques ou de leur animation. Suivent des contributions de caractère scientifique, de la part de chercheurs issus de différentes disciplines. De courts textes d'une page illustrent enfin des réalisations plus ponctuelles qui font véritablement vivre les chemins ; ils permettront au lecteur de découvrir une part de la richesse humaine qui s'exprime au quotidien dans le bien 868 de l'UNESCO.

Le **premier chapitre**, intitulé « **Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle et leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial** », présente un large tableau historique brossé par Adeline Rucquoi. L'épaisseur historique ainsi constituée permet d'appréhender la construction du bien 868 et de sa valeur universelle exceptionnelle, relatée par Olivier Poisson. Ce décryptage du contexte français

est mis en parallèle avec le processus espagnol expliqué par Laura Miguel Riera autour de la construction du bien 669bis « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle : *Camino Francés* et chemins du Nord de l'Espagne ».

Le **deuxième chapitre** concerne **les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle et leur réactivation contemporaine**. Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle tels que nous les connaissons aujourd'hui n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité médiévale telle que peuvent la reconstituer les historiens – qui, d'ailleurs, ne sont pas tous d'accord sur la portée réelle du pèlerinage selon les époques – et, si la voie espagnole a réellement fait l'objet d'aménagements spécifiques dès le XII<sup>e</sup> siècle, il n'en est pas de même dans les autres pays, mais ceci est une autre histoire. Les actuels chemins résultent de deux phases spécifiques, l'une à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la « redécouverte » des reliques de l'apôtre Jacques à Compostelle, l'autre au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Le récit de Francisco Singul met en lumière les épisodes de la promotion du culte autour des années 1900 et le rôle fondamental qu'a tenu le cardinal Martín de Herrera : il y est question d'histoire, certes, mais aussi et surtout de dynamique religieuse ancrée dans son temps. Les chemins actuels ne sont plus ce qu'ils étaient dans les années 1950, époque où s'est forgée la vision qui prévaut encore aujourd'hui, celle de routes historiques parcourues par des pèlerins qui mettent leurs pas dans ceux des pèlerins du Moyen Âge, routes aménagées au profit de ces pèlerins, routes le long desquelles la foi a élevé des monuments religieux (pour le salut de l'âme) et civils (pour la santé des pèlerins). Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et dans la suite de la redécouverte des reliques de l'apôtre à Compostelle (en 1879) et de leur reconnaissance par le pape (1884), il s'est trouvé, côté français, un milieu particulièrement actif dans la réactivation du pèlerinage : c'est celui formé au sein de l'École des chartes dans les années 1930 par Paul Deschamps (promotion 1911), conservateur du musée des Monuments français, sous la direction duquel Francis Salet (promotion 1932) fait peindre une grande carte représentant les quatre routes mentionnées dans le livre V

du *Codex Calixtinus*, lequel livre est traduit en français et annoté par Jeanne Viellard (promotion 1922) l'année suivante sous le titre devenu célèbre : *Le Guide du pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle* <sup>4</sup>. Jean Babelon (promotion 1910) crée en 1950 la Société des amis de Saint-Jacques-de-Compostelle. Une autre impulsion fut encore donnée, à partir des années 1950, par René de La Coste-Messelière, également chartiste (promotion 1950). Il œuvra d'abord au sein de la Société des amis de Saint-Jacques-de-Compostelle, puis créa à son tour le Centre d'études compostellanes en 1970 afin de promouvoir et développer la recherche historique sur le pèlerinage à Compostelle. Il est particulièrement intéressant de le voir intervenir, dans le documentaire du père Henry Branthomme, *Chemins de Compostelle*, en 1951 : il est le marcheur, le pèlerin qui traverse les paysages figés d'une Espagne hors du temps – éternelle, donc qui renvoie à l'histoire –, chrétienne, rurale. Dans ces années-là, la reconstruction du pèlerinage à Compostelle – car c'est vraiment de cela qu'il s'agit – est le fait d'un milieu catholique érudit : on trouvera plusieurs analyses, sur le rôle des jubilés dans la structuration du pèlerinage par Manuel F. Rodríguez, sur le tournant de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle qui a transformé un phénomène religieux en un phénomène touristique par Manuel Seco. Que les chemins actuels soient le résultat d'une politique concertée, l'analyse d'Humbert Jacomet à propos du GR 65 le montre bien. Que leurs tracés soient au croisement d'idées plus ou moins historiques, mais surtout de réalités géographiques et humaines de l'époque contemporaine, les témoignages apportés par Louis Causse, Sébastien Pénari, Pascal Duchêne, Francis Hiffe, Michel Guillamume et Vincent Juhel en sont de parfaites illustrations. Les quatre routes mentionnées dans le guide du pèlerin du XII<sup>e</sup> siècle étaient décidément symboliques, tous les historiens s'accordent aujourd'hui à le reconnaître <sup>5</sup>. C'est dans la suite de ces multiples recherches, réflexions et actions qu'ont été reconnus les itinéraires culturels européens de 1987, puis que la reconnaissance des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France au Patrimoine mondial de l'UNESCO a été engagée.

Dans ces reconnaissances, le patrimoine n'est pas ici une donnée, mais bel et bien un construit. **Le troisième chapitre**, intitulé « **Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle : de la constitution territoriale aux réseaux de lieux** », permet aux géographes de questionner cette mise en patrimoine des lieux qui relèvent bien d'une opération intellectuelle, sociale et politique. Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle, qui participent simultanément des ordres du paysage, du lieu et du territoire, figurent parmi des formes de patrimonialisation récentes. L'approche théorique proposée par Guy Di Méo en géographie sociale révèle le tissu complexe de ces chemins autour de la dialectique patrimoine/territoire. La portée interdisciplinaire de cette analyse géographique permet d'examiner la généralisation et l'omniprésence du patrimoine dans nos sociétés contemporaines en démontrant la spatialisation et la territorialisation accrues de ce phénomène. Répondant à un nouveau besoin identitaire, la patrimonialisation des campagnes est ici évoquée pour la fonction symbolique collective qu'elle revêt aujourd'hui. Au fondement des processus de patrimonialisation, les stratégies d'acteurs nécessitent d'être questionnées pour révéler les valeurs patrimoniales et les systèmes d'action à l'œuvre aux échelles régionale et locale de l'espace géographique. Le caractère stratégique et politique du patrimoine est évoqué à travers deux témoignages d'élus départementales. Le récit de Simone Anglade rappelle les volontés aveyronnaises qui ont permis de fédérer les acteurs autour de ces chemins jusqu'à proposer un modèle de gouvernance à l'échelle de ce département. Le témoignage de Maryse Vezat-Baronia illustre quant à lui la capacité des territoires à construire du partenariat entre acteurs autour de la création d'un itinéraire culturel : *Via Garona* en Haute-Garonne. Le processus de patrimonialisation des chemins n'a de sens que s'il est possible d'accéder à ces derniers. C'est ce que nous rappelle Pierre Zembri dans une géographie des transports qui souligne la diversité des conditions d'accès aux différents itinéraires français des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle. Ainsi, le devenir des transports collectifs et la qualité des dessertes des différents points d'accès s'avèrent

déterminants pour l'attractivité du chemin et le développement local. Cette accessibilité des chemins de Saint-Jacques est également rendue possible par les opérations d'aménagement menées depuis de nombreuses années par les collectivités territoriales, comme le souligne David Minerva sur la voie du Puy. Le tissu associatif n'est pas en reste dans ce domaine, car son action s'avère parfois déterminante dans l'entretien du chemin. Guy Messal porte la parole du collectif 1 000 mains à la pâte sur la *Via Podiensis*. Si le chemin est un réseau, le bien 868 l'est tout autant. Avec ses 78 composantes, ce bien sériel associe de nombreux acteurs autour de son plan de gestion. David Lagarde et Sébastien Rayssac reviennent sur le processus de construction d'une plateforme collaborative numérique conçue pour favoriser la mise en réseau des acteurs impliqués dans la gestion et la valorisation de ces composantes. Dans cette géographie du développement se dessinent les conditions nécessaires pour élaborer un projet commun à l'ensemble des territoires traversés. Face au devenir de ce bien, Laure Courget apporte un éclairage sur les problématiques rencontrées par les gestionnaires de sites. Les projets de valorisation soulèvent également la question de la pérennité des initiatives engagées, comme dans le contexte transfrontalier évoqué par Isabelle Ruiz et Alix Bastian. Le passage des Pyrénées nous invite enfin à regarder les modèles de coopération et de solidarité territoriale existant sur le *Camino Francés* et les chemins du Nord de l'Espagne. L'exemple de l'Asociación de Municipios del Camino de Santiago, relaté par Ernesto Gomez et Montse García Alonso, est à ce titre particulièrement évocateur des dynamiques territoriales et réticulaires en Espagne.

La prise en compte du contexte espagnol est essentielle pour appréhender la **construction touristique contemporaine** liée aux chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle. **Le quatrième chapitre** propose de questionner cette réalité du phénomène jacquaire. L'analyse proposée par Xosé Manuel Santos permet de décrypter le récit de ce qu'ont été le développement et la construction touristiques du chemin de Saint-Jacques depuis le dernier tiers du xx<sup>e</sup> siècle en Espagne. Au-delà de la nécessaire